

Le double abandon déclencheur des mobilités (Resumen)

Mohamed Naciri

Universidad Mohammed V-Agdal

Les efforts entrepris pour maîtriser la « déferlante des migrations clandestines » ne doivent pas occulter la nature devenue structurelle du phénomène. La pérennité de la tendance dans la décennie à venir est à prendre en compte. Comment, dans cette situation, mieux gérer, et à quels niveaux de territoires et de pouvoirs, les conséquences qui résultent des mobilités externes et internes de populations soumises au « stress migratoire ». Il paraît opportun de s'investir dans la recherche des causes à l'origine de ces mobilités saisies dans la longue durée du 20^{ème} siècle. Une telle démarche semble être en mesure de permettre d'anticiper sur l'évolution future des mobilités exacerbée de populations en panne de repères, étant dans leurs difficultés d'assumer leurs anciennes identités ou d'en construire de nouvelles, au niveau social et territoriale. Cette situation résulte de leur double abandon, à la fois par les pays d'émission et par les pays de réception. L'investigation de la dimension historique est à articuler à la diversité de ces mobilités aux **différentes échelles des territoires concernés**, allant du village, à la région, à la nation et à l'espace international. De même, il faut explorer les manifestations des conséquences du fait migratoire, aux niveaux **des sociétés globales, des communautés organisés, des groupes et des destins individuels**.

Des intérêts politiques convergents

C'est à travers le comportement des anciens pays coloniaux à l'égard de leur colonie, une fois devenues indépendante, qu'il faut chercher l'une des origines de leur évolution actuelle. Le **modèle de développement** instauré a continué, d'une manière plus sournoise, à pratiquer l'exploitation des ressources humaines et matérielle : recrutement planifié de main d'œuvre du fait de la construction d'après guerre ou pour pallier les déficits démographique ; exploitation des ressources minérales et contrôle des marchés pour sauvegarder les intérêts des anciens pays coloniaux. L'aide à ces pays a rarement pris en considération le développement humain, préférant impulser une croissance favorisant des échanges asymétriques.

Cette orientation, en matière de développement économique, n'aurait pas pu être appropriée, sans la complicité active ou occulte des **élites nationales** des pays nouvellement indépendants qui y avaient trouvé le moyen d'accumuler privilèges et passe-droits. Elles ont ainsi perpétué l'échange inégal avec le monde extérieur et renforcé les processus en œuvre produisant les multiples disparités, économiques, sociales et territoriales qui n'ont cessé de s'aggraver malgré la modernisation de l'économie profitable à des catégories limitées de la population.

Le fait migratoire est devenu, avec le temps, des **enjeux politiques internes et externes**. Pour les pays de départ, s'alléger du fardeau de couches de plus en plus nombreuses de population, se débarrasser d'adversaires politiques, améliorer la balance des paiements grâce aux rentrées de précieuses de devises envoyées par les émigrés, étaient devenues les préoccupations majeures des gouvernants. Devant l'afflux des migrants dans les pays d'arrivée, l'incapacité d'intégrer dignement les immigrés, l'augmentation de l'insécurité résultant de l'abandon dans les banlieues défavorisées de populations marginalisées, du fait notamment de l'exploitation d'une main d'œuvre clandestine, des discriminations croissantes à l'égard des immigrés, les autorités ont fait de leurs politiques à l'égard de l'immigration un

enjeu électoral décisif dans la compétition pour les voix des électeurs. Même les politiques les plus généreuses en matière, par exemple, du regroupement familial ont connu des dérives : ils ont fonctionné pour les pays du départ en privant les campagnes des transferts faits par les immigrants aux profits de leur familles restées dans les villages ; les transferts des revenus de l'immigration vers les villes pour l'investissement dans la spéculation immobilière a joué en défaveur des campagnes. Dans les pays d'accueil, le regroupement familial a exacerbé le communautarisme, inscrit dans la politique du logement. Il n'y a donc rien d'univoque, car les politiques sont contradictoires. En exigeant un séjour plus de neuf mois dans l'année, pour servir les pensions à des travailleurs qui ont passé toute leur vie d'immigrés loin de leur pays, on les a condamnés à une vieillesse solitaire qui ne favorise pas le retour dans les pays d'origine. Le manque d'équité à l'égard des anciens combattants qui ont participé à la libération de la France, soixante ans après la deuxième Guerre mondiale, se passe de commentaire

Les stratégies des institutions internationales

Le rôle des politiques économiques du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale dans la faillite du modèle du développement économique imposé sous prétexte d'aide au développement n'est plus à démontrer. Ces instances le reconnaissent volontiers. Tant que les enjeux de la guerre froide déterminaient les politiques économiques, on se contentait de gérer les alliances géopolitiques à travers l'alignement sur l'idéologie libérale et les alliances politiques. D'où la protection des régimes autoritaires au détriment d'une véritable introduction des réformes dans tous les domaines. Leur stratégie actuelle n'est plus orientée vers le développement économique, mais insiste davantage sous le vocable de **gouvernance**, sensé régler la **gestion et l'endiguement de la pauvreté**, que sur le développement économique et démocratique en profondeur. L'onde de choc n'a pas tardé à se produire, devant l'acceptation de l'appauvrissement continu de tout un continent. Il ne faut donc pas s'étonner à la suite de cet abandon de très larges couches de la population de voir le déclenchement d'un véritable exode vers les pays européens.

L'Union européenne, plus concernée par le déferlement sur ses frontières de l'immigration clandestine n'a guère tiré les conséquences de l'échec du processus de Barcelone, présenté comme une voie de coopération Nord-sud. Cette politique s'était limitée à ouvrir les portes des marchés des pays méditerranéens plutôt que d'apporter une aide massive, par les aides structurelles, comme cela a été pratiqué pour le développement des pays sud de l'Union. L'on a préféré la mise en place d'un **espace économique** au lieu de créer un **espace régulé de mobilité humaine**. Une telle politique était doublée par un contingentement des entrées des produits agricoles, provenant des pays sud de la méditerranée, de la délocalisation instable d'activités industrielles et du renforcement des processus de mondialisation sauvage actuellement à l'œuvre. L'Union Européenne, devant ses contradictions internes, sa crise institutionnelle, ses divergences d'intérêts, ne parvient pas à déterminer une politique commune à l'égard de l'immigration. D'ailleurs, l'ampleur de la régularisation des sans papiers devient un facteur de tensions, par exemple entre la France et l'Espagne entre la Pologne et d'autres pays de l'Union. L'on comprend que les intérêts nationaux, les contextes électoraux, soient des facteurs de déterminations des politiques d'immigration non pas uniquement dans des circonstances d'élection, mais dans la manière de gestion du fait migratoire, des politiques à longs termes, depuis une trentaine d'années.

La panacée de l'action culturelle et du rôle de la société civile

Identité, mémoire, tolérance, démocratie, sont présentées comme les antidotes des misères et des drames vécus par des populations de plus en plus nombreuse et démunies qui ne pensent, au péril de leur existence, qu'à quitter définitivement leur pays d'origine. Il y a là un grand mystère devant cette volonté acharnée, de rompre tout lien, familial, social avec le pays qui les avait vu naître et qui était sensé assurer protection, promotion et épanouissement à ses citoyens. Ne faut-il pas chercher dans les représentations de l'individu, dans le façonnement de sa psychologie, dans son environnement, notamment médiatique, les origines des motivations à la base d'une mobilité à haut risque, minutieusement organisée par un nouveau trafic d'êtres humains. L'exaltation des cultures, de leurs richesses réelles, de leurs diversités et de l'échange s'avère être un catharsis devant les réalités crues des intérêts économiques, politiques et des égoïsmes nationaux face aux misères humaines et aux drames des déracinements.

Devant la faillite des Etats, **la société civile** était sensée assumer une partie des responsabilités de gestion du social et du politique. Or, deux catégories d'organisations non gouvernementales agissent dans les pays concernés par le phénomène migratoire : celles qui poursuivent, par leurs actions, des buts lucratifs, idéologiques ou politiques, ayant d'ailleurs des attitudes ambiguës à l'égard de l'immigration clandestine ; et celles qui tentent désespérément de venir en aide aux laissés-pour-compte des populations immigrées ou potentiellement en voie d'émigration, par une action de solidarité, d'éducation en vue d'une maîtrise raisonnée, par l'information, l'offre de travail éventuel, les pressions exercées sur les décideurs pour pallier l'abandon de leurs citoyens.

Conclusions

Le phénomène migratoire est d'une grande complexité. Les lignes qui précèdent n'ont pas pour objet de stigmatiser les politiques de quel que bord que ce soit. L'essentiel est de pouvoir saisir très finement l'ensemble des facteurs, à toutes les échelles territoriales et dans la profondeur historiques, des drames et dysfonctionnements des mobilités actuelles dans un monde plein d'incertitudes, de turbulences et de dangers. Si il y a un domaine où la coopération doit s'instaurer d'une manière efficace, c'est bien celui de la recherche des facteurs déterminant les politiques d'immigration par la mise en évidence des causes sociales et sociétales, économiques et politiques, des réactions des opinions publiques de part et d'autre de la Méditerranée. L'accueil fait au retour des émigrés dans leur village ou ville d'origine n'est pas sans ambiguïté, comme l'attitude des opinions publique de l'Union européenne, sans contradiction. Les approches *macro* et *micro* devraient s'articuler avec les territoires locaux et les espaces globaux, des politiques nationales et des stratégies internationales d'acteurs ayant participé à la prise de décision politique économique et sociale. Une telle articulation permettrait, peut être de mieux éviter à l'avenir les dérives des politiques migratoires et de comprendre que sans développement approfondi des pays d'émigration, le politique du *containment* ne peut être une stratégie efficace. Le déferlement migratoire, est dorénavant inscrit dans la durée. Aux politiques alternatives, basées sur des connaissances fines des réalités concrètes des attentes impératives des populations laissées à l'abandon, des responsabilités respectives des acteurs de part et d'autre de la Méditerranée, de pallier les dérives multiples qui se traduit actuellement par le déferlement de l'immigration clandestine dont les drames sont devenus quotidiens.

Naciri Mohamed